

C'est pour moi une grande source de satisfaction que de me retrouver parmi vous aujourd'hui sous l'égide de l'Institut canadien des affaires internationales. L'Institut s'est affirmé au fil des ans comme une tribune de premier plan où sont débattues les grandes questions mondiales et les enjeux qu'elles imposent à notre pays.

Quoi de plus normal dans ces circonstances que de poursuivre avec vous l'indispensable dialogue que le Gouvernement veut maintenir avec les Canadiennes et les Canadiens, à un moment où notre pays traverse une période cruciale dans l'histoire des relations internationales des 40 dernières années.

C'est en mesurant toute la portée de son geste que le Gouvernement a pris la grave décision d'engager nos forces dans la bataille. Il faut avoir le courage de ses convictions. Quand la communauté internationale unanime appelle à la défense de la paix et quand les principes fondamentaux qui soustendent l'ordre international sont en jeu, le Canada répond présent. Architecte du système onusien, notre pays devait assurer pleinement ses responsabilités internationales et faire sa part pour appliquer les principes dont il se réclame.

L'occupation par la force du territoire d'un membre des Nations Unies est inacceptable et met en cause les fondements même de l'ordre international. Face à l'invasion du Koweït, la communauté internationale avait certains choix dont l'inaction et le laisser-faire. Cela aurait été une démission impardonnable et la reconnaissance du pouvoir séculaire du fort sur le faible. La riposte immédiate, unilatérale, d'un nombre limité de pays, cela aurait été l'appropriation par un petit groupe de pays du rôle de gendarme du monde. Ces deux options étaient irrecevables et auraient toutes les deux eu des conséquences néfastes pour l'avenir des relations mondiales.

Avec sagesse mais non sans quelques réticences, la communauté des États s'est résolue à s'en remettre entièrement aux Nations Unies pour faire face à cette menace à notre sécurité collective. C'est là une grande victoire pour le système onusien et pour des pays comme le Canada qui ont fondé leur diplomatie sur la construction d'un système multilatéral crédible et efficace.

Rarement une telle unanimité et une telle détermination s'étaient manifestées au sein du Conseil de sécurité. N'oublions pas que des pays aussi différents que le Pakistan et l'Argentine, le Sénégal et la Bulgarie, l'Australie et l'Espagne prennent une part active à la coalition de 29 pays mise sur pied pour appliquer les sanctions.

On a tout fait pour éviter la guerre. Le monde diplomatique n'a jamais vécu, dans l'ère moderne, une période aussi fébrile et intense qu'entre le mois d'août dernier et la